



Retour des Assises du Numérique

Comme plus de 1000 autres participants, j'ai assisté au lancement des Assises du Numérique le 29 mai 2008 à l'Université Paris Dauphine. C'était le "kick-off" du "plan numérique" qu'Eric Besson, secrétaire d'Etat à la prospective et à l'économie numérique, doit préparer pour François Fillon et Nicolas Sarkozy avant la fin juillet.

Je vais ici survoler ce qui s'est dit pendant cette journée du 29 mai et évoquer la méthode choisie par le gouvernement pour créer ce plan numérique. Dans un second post, je traiterai des 27 propositions et de leur teneur, ainsi que du diner organisé entre Eric Besson et quelques bloggeurs le 29 mai. En vous mettant en garde sur mon intérêt plus poussé sur l'économie de l'offre et des entrepreneurs des TIC que sur le marché intérieur et la demande.

Enregistrement des Assises

J'ai capté le son de presque toute la journée du 29 mai avec un petit enregistreur audio. Vous pourrez ainsi télécharger les parties qui vous intéressent. Elles sont sous la forme de fichiers WMA sur :

- 1 – **Keynote Eric Besson**
- 2 – **Keynote Viviane Reding et table ronde haut débit**
- 3 – **Table ronde contenus**
- 4 – **Table ronde compétitivité**
- 5 – **Table ronde Internet 3.0**
- 6 – **Table ronde Méditerranée**
- 7 – **Table ronde eGov**
- 8 – **Table ronde environnement**
- 9 – **Discours cloture Eric Besson**

De quoi alimenter quelques trajets en voiture avec votre baladeur !

Sinon, les vidéos intégrales du 29 mai sont disponibles en streaming sur le **site de La Chaine Parlementaire**.

Une nouvelle méthode

La préparation de ce "plan numérique" qui a démarré après la prise de fonction d'Eric Besson sur le dossier du numérique, juste après les municipales de mars 2008 est conduite au pas de charge. Mais avec une volonté d'impliquer les acteurs concernés au sens large du terme et en partant d'une base construite.

D'où un catalogue de **27 propositions** publié le 29 mai et des dizaines d'Ateliers qui se dérouleront dans toute la France pour les discuter, les approfondir et les amender.

Un **wiki** a été sinon mis en place pour permettre aux uns et aux autres de contribuer autour des 27 mesures du

plan. Les conseillers du cabinet d'Eric Besson et le travail interministériel feront le tri de tout cela pour constituer le plan qui sera finalisé fin juillet 2008.



Un “plan numérique” pour la France est un vaste programme. Toute l’économie est touchée, des TPE aux grandes entreprises. L’éducation, la santé, la sécurité, l’accessibilité, la vie privée, le commerce électronique, les contenus, tout y passe. Il y a autant l’économie de la demande (équipement des ménages, des TPE) que de l’offre (du haut débit aux startups). Tout “plan numérique” prend le risque de devenir un catalogue à la Prévert. Et celui-ci n’est pas près d’y échapper. D’autant plus que chacun voit midi à sa porte. Les Assises étaient un bon moyen de s’en rendre compte.

En France, les acteurs influents sont très préoccupés de haut débit et de contenus. Le premier point est lié à la force de notre économie des télécoms – prépondérante en France avec celle des SSII – et aussi à la pression des territoires et collectivités locales qui luttent contre la fracture géographique de l’accès au haut débit. Le second est lié à notre “exception culturelle”. On a tendance à parler plus contenus que technologies. Ce qui est quelque peu dommage, car pour être un peu brut de fonderie : les contenus, cela ne rapporte pas ! Dans l’échelle des activités d’entreprises, les médias et contenus sont parmi les moins profitables du monde. Et nos contenus sont par ailleurs plutôt réservés à un marché limité, celui de la francophonie. Les activités plus profitables dans la high-tech sont l’Internet, les logiciels, les composants électroniques et les télécoms. Il faut donc absolument nous améliorer industriellement dans ces domaines pour capter une partie significative de la valeur de l’industrie des TICs à l’échelle mondiale.

Le keynote d’Eric Besson

Dans son discours d’introduction (vidéo [ici](#)), Eric Besson explique la méthode de la préparation du plan numérique. Le poids (trop faible) du numérique dans l’économie française, dans les investissements comme dans la R&D. Les 27 pistes et la concertation qui va avec.



Ces 27 pistes ont déjà été validées en conseil des ministres restreint avec les ministres concernés. Il y aura un autre conseil du même genre pour validation du plan en juillet. Eric Besson loue la coordination gouvernementale autour du numérique. C'est vrai que l'on n'a pas eu (encore?) de "couac" dans le domaine. Même si quelques Ministres comme Christine Albanel et Jean-Louis Borloo s'étaient fait diplomatiquement porter absents, la première pour la raison valable d'un conseil des ministres qui avait lieu exceptionnellement ce jeudi matin.

Il a ainsi passé en revue très rapidement les éléments clés des 27 pistes du "plan numérique", qui comme le présente chaque ministre de ce gouvernement, est là pour respecter un engagement de campagne du Président de la République. Pour le grand public, Eric Besson vise un taux d'équipement des ménages en PC de plus de 70% (vs environ 54% aujourd'hui) en 2010. Il veut lancer un portail "équipement et formation" et une offre de PC à 1€ par jour. Et aussi des offres pour les artisans, la relance du "Passeport numérique" et faciliter les dons d'ordinateurs usagés. Il évoque aussi les enjeux de la TV numérique et le basculement total vers la TNT fin 2011. Et aussi la radio numérique. Dans les aides à la création, une focalisation est faite sur les jeux vidéo, un des rares points forts de la France dans le logiciel. Bon, à ce stade, je n'avais pas encore les 27 propositions sous les yeux, donc il était difficile de juger.

Eric Besson était sinon très posé mais un peu trop formel dans la lecture de son discours.

Le keynote de Viviane Reding

Viviane Reding est la commissaire européenne en charge des TIC. Je la découvrais pour la première fois (vidéo [ici](#)). Elle est "brute de décoffrage", très dynamique, volontariste, donneuse de leçons, en apparence sans langue de bois, et limite méthode coué sur la possibilité de créer un grand marché intérieur européen pour le numérique. Le paradoxe étant que la grande diversité culturelle de ce marché est une sacrée barrière.

Avec une vision très régulatrice du marché et centrée sur les télécoms, elle a tendance à négliger deux enjeux majeurs dans son intervention : l'entrepreneuriat et la stratégie de propriété intellectuelle.



Avec elle comme avec de nombreux intervenants, on a beaucoup entendu parler de la “présidence française de l’Union Européenne”. Presque un Graal qui permettra d’accomplir des merveilles. Il faut rappeler qu’elle ne dure que six mois et qu’on lui prête bien trop d’influence à cette Présidence. En quoi consiste-t-elle ? Quelles sont les pouvoirs de la France dans le cadre de cette présidence ? Peut-elle traiter de tous les sujets à la fois (PAC, politique étrangère, économie, social, numérique, etc). J’en doute un peu. Même si cette Présidence française est effectivement plus attendue que celle de la Slovénie qui se termine.

Les tables rondes

Elles constituaient le coeur de cette journée. La formule était la suivante : un Ministre en keynote (Besson, Pécresse, Santini, la secrétaire d’Etat aux TIC de Tunisie) ou son DirCab (pour Albanel), un animateur (souvent un député de gauche comme de droite), puis une grosse demi-douzaine d’intervenants parlant de 3 à 10 minutes pour présenter leur point de vue. Pas vraiment de débat puisqu’il s’agissait d’une suite de monologues.



Côté Ministres, les discours étaient bien trop souvent lus. Donc, manque de punch et de sincérité. Classique car ils doivent enfile à longueur de journée des discours sur des sujets qu’ils ne maîtrisent pas forcément dans les détails et qui leur sont préparés par leur cabinet. Valérie Pécresse me semblait plutôt à l’aise, et s’appropriait son discours avec un peu de vécu. Le pire étaient ces panélistes qui lisaient aussi leur intervention. Degré zéro de la communication !



La plupart des intervenants présentaient leur point de vue sur la thématique mais trop peu faisaient des propositions. Donc, on avait plus affaire à un colloque qu'à des assises où se bâtissent des plans. Cela devrait mieux fonctionner de ce point de vue là pendant les Ateliers du mois de juin, qui devraient être moins formels et je l'espère plus participatifs. En effet, seuls deux ateliers ont donné lieu à des interventions de la salle, et encore, sans grande utilité.

Les grandes lacunes de telles tables rondes sont surtout qu'il n'y a pas de diagnostic partagé, pas de prospective (sauf pour celle traitant de l'Internet 3.0) et que l'on y parle peu des consommateurs. Résultat, chacun milite pour sa chapelle sans faire beaucoup avancer le schmilblick.

Mais de grands clivages apparaissent tout de même sur les TIC :

- **Concurrence entre opérateurs télécoms** et pression pour alimenter en ADSL les territoires non connectés. Et comment sont mutualisées les ressources, notamment au niveau de l'accès en fibre des immeubles. En fait, il n'y aurait que 600K personnes (ou foyers?) qui n'auraient pas du tout accès à l'ADSL en France d'après France Télécom, ce qui sommes toutes faible, mais à vérifier dans la pratique. L'enjeu du très haut débit était omniprésent d'autant plus qu'il faisait l'objet de la première table ronde. C'est une fixation sur ce sujet : c'était le point clé du **rapport Théry en 1994** ! La France est il est vrai le pays des grandes infrastructures (transports, énergie, etc). Paradoxe: la Silicon Valley est plutôt mal équipée en haut débit, et cela ne l'empêche pas d'être le centre du monde de l'Internet. Point de vue iconoclaste: le haut débit c'est bien, mais il ne nous sauvera pas pour faire de la France un "grand pays du numérique". C'en est une condition utile, peut-être nécessaire, mais largement insuffisante.
- **Contenus, droits d'auteurs et copie privée:** c'était l'objet de la seconde table ronde où l'on revoyait poindre les termes du débat de la loi DADVSI et des mesures d'application des accords de l'Elysée (dits "Olivennes"). Le défilé des représentants de l'EICTA, de la SACEM, d'Alliance TICS (promoteurs de la protection des contenus), de l'ARMT (autorité de régulation des mesures techniques), d'ARTE et du GESTE ne m'a pas permis de tout décrypter. Je n'ai pas entendu de propositions. Et je ne suis pas certain que ce débat fasse avancer spécifiquement la France dans le numérique. C'est plus un sujet de crispation.



- **Logiciels libres vs commerciaux.** Les logiciels libres ont été promus à de nombreuses reprises dans les Ateliers, que ce soit par Patrick Bloche, député PS de Paris, par Alain Steinman, du Journal du Net, par Benoit Sibaud, de l'APRIL (ci-contre). Les logiciels commerciaux étaient promus par les représentants de Dassault Systèmes et Microsoft France, le premier faisant un appel à la création d'une véritable stratégie de propriété intellectuelle (un peu délaissée par l'Europe) à l'ère de l'entreprise virtuelle. Je trouve ces débats peu productifs, surtout dans la mesure où le logiciel libre n'est qu'une des facettes de l'industrie du logiciel (avec les logiciels en ligne, l'embarqué, le commercial, etc). Cette fixation sur le libre comme panacée est de plus une illusion. Cela fait 10 ans qu'on entend parler des beautés du libre. Elles sont manifestes pour certains segments d'utilisateurs (dont je suis) mais n'ont pas encore fait la preuve d'un avantage concurrentiel économique. Surtout en Europe et en France. A mon sens, nous sommes faibles dans le logiciel, et tout autant dans les logiciels libres. Le seul français qui a réussi à l'échelle mondiale autour du libre est Marc Fleury... qui a établi sa boîte, JBOSS, aux USA, avant de se faire racheter par Red Hat. Libre ou pas, il faut donc se poser les questions des facteurs de succès économiques des éditeurs de logiciels en France. Sinon, on a aussi entendu parler d'interopérabilité et de lutte contre les monopoles: par



Didier Lambert, le président du **CIGREF**.

- **Droite vs gauche.** Les députés PS, Christian Paul, Patrick Bloche, insistaient pour l'Etat prenne plus sur lui, notamment dans le haut débit. Et pour qu'il régule plus le marché. Cela fait des années que ces députés se sont intéressés aux TIC et ils maîtrisent leur sujet. Les députés ou sénateurs de droite présents (Labordes, Hérisson, Martin-Lalande) semblaient un peu moins à l'aise, et moins tranchés dans leurs positions. Il y

avait surtout Frédéric Lefevre (*ci-contre*), célèbre député UMP, très à l'aise dans l'animation de la table ronde sur l'entrepreneuriat.

- **Grandes entreprises vs startups.** Les startups apprécieraient bien un aggiornamento politique et économique permettant de les soutenir véritablement. Mais les grands groupes s'en soucient peu en apparence. Il est ainsi agaçant de constater que dans la hightech, la société la plus visible qui aide les startups en France soit Microsoft avec son programme IDEES ! Dans les tables rondes, il n'y avait malheureusement pas de clivages apparents portant sur l'entrepreneuriat et les startups. Ce qui s'explique par la surpondération des représentants des grandes entreprises aux Assises. Nous avons donc entendu



quelques convi cations : l'importance de l'équipe et de la passion pour Tariq Krim de Netvibes (*ci-dessous à droite*), des réseaux sociaux avec Pierre Bellanger de SkyRock (*ci-contre*), et de la collaboration et du virtuel avec Bernard Charles de Dassault Systèmes (*ci-dessous à gauche*). Mais peu de propositions. J'ai noté cette bonne idée consistant à financer les projets d'élèves de l'enseignement supérieur (grandes écoles et universités) qui peuvent donner lieu à beaucoup de créativité et à des créations de startups. Une piste de plus pour Oséo.



- **Lobbys vs consommateurs.** Aux Assises, beaucoup d'associations professionnelles représentaient des intérêts divers (fournisseurs d'accès, auteurs, logiciels libres, ...). Aucune association de consommateurs n'était présente.

Ces clivages vont certainement persister et il sera intéressant de découvrir les arbitrages gouvernementaux qui

en résulteront !

Les participants



Qui participait donc aux Assises ? Il y avait une forte proportion de représentants de grandes entreprises du secteur (très teintée télécoms, le plus souvent, les responsables des activités secteur public et leurs lobbyistes associés, soit internes, soit de cabinets de lobbying). Des organismes publics divers (ARCEP, etc) et quelques associations. Et ensuite, des divers.

Surtout : beaucoup de costumes cravate, peu de jeunes et de femmes, comme d'habitude dans ce genre d'événement, et le peu qui sont présentes sont très souvent dans les métiers de la communication et du lobbying.

Mais il y avait au moins une femme par Atelier comme Emmanuelle Gauthier de l'ARCEP (*ci-dessous*), un peu seule dans un panel d'hommes, tout comme Catherine Trautman ou Isabelle Falque-Pierottin.



L'audience de la salle s'étiolait en fin de journée avec environ 20% de présents au moment du discours de clôture d'Eric Besson, normal car la journée était harassante et difficile à suivre de bout en bout sans attraper de migraine ! Le discours de clôture d'Eric Besson, qui passait en revue les points clés de la journée était bien meilleur que son discours d'introduction du début de la matinée.



Quelques anecdotes

- Nous avons avant l'ouverture du buffet du déjeuner (vers 13h30 et quelques) droit à une intervention inaudible d'un patron de R&D d'Alcatel (*ci-dessous*). Une véritable catastrophe. Le sponsoring privé de l'événement explique cela. Mais c'est un bon exemple des difficultés de communication de nos élites technologiques de grands groupes qui ne comprennent même pas que leur discours ne passe pas ! Et en plus, provenant d'Alcatel, cela renvoyait une image d'une entreprise qui n'écoute pas bien son marché. Comme c'est un peu ce qui leur arrive, ce n'est pas très étonnant.



- Dans une table ronde sur les TIC dans la Méditerranée, nous avons eu un Alain Madelin allant au pupitre (et ne restant pas dans son fauteuil de paneliste) pour se mettre au dessus des autres intervenants de sa table ronde. Gonflé vis à vis des autres intervenants. Mais il le méritait dans la mesure où son intervention était la plus parlante et la plus dynamique, loinnnn devant les autres. Au sujet de son Fonds mondial de Solidarité Numérique avec comme projet, parmi d'autres, d'équiper des écoles en Afrique avec un "tableau blanc électronique" basé sur un boîtier à moins de \$1000, contenant ordinateur, projecteur, son, etc. Alain Madelin était le seul speaker au pupitre qui ne lisait pas son discours de toute la journée. J'y attache une grande importance car c'est un signe de maîtrise de son sujet et aussi de leadership.



- Les badges des participants les classaient dans de grossières catégories (VIP, visiteur, blogueur, presse) et sans nom. Peut-être lié au fait que les inscriptions étaient gratuites, mais cela fait désordre pour faciliter le networking.
- Dans une table ronde sur l'internet du futur, on cherchait à définir "à priori" ce que sera l'Internet 3.0. Tout y passait : l'internet des objets, le rêve du web sémantique, la question de la confiance. Cela me donne l'impression de l'érudit qui aurait affirmé en 1492 que "*Ca y est, c'est la fin du moyen-âge et le début de la Renaissance et voilà en quoi la Renaissance se distingue*". Concepts que l'on a défini bien plus tard...

Bilan

Comme indiqué en introduction, je trouve que ces Assises étaient trop focalisées sur le haut débit et les contenus. Et pas assez sur les conditions de succès des entreprises, notamment startups, du secteur des TICs. On n'a même pas parlé de l'industrie du matériel : pourtant, la France n'est pas absente du marché des composants (STM, SOITEC), ni des accessoires (Danelec, LaCIE, Archos). Un autre thème n'était pas abordé : la sociologie du numérique. A savoir : l'impact sociétal des TIC, et les raisons sociétales qui peuvent nous handicaper autant dans l'entrepreneuriat qu'au niveau du marché intérieur trop timoré. Traiter ces facteurs en profondeur me semble indispensable pour avancer.

Je suis par contre favorablement impressionné par la méthode de travail d'Eric Besson qui souhaite faire appel à un maximum de contributions pour finaliser son plan numérique. En cela, il pourrait devenir un véritable "Ministre 2.0" s'il arrivait à mener à bien cette délicate mission en si peu de temps (fin juillet). Et sans tomber, de plus, dans des clivages politiques gauche/droite stériles. Ni sans trop subir d'influence des différents lobbies industriels ou associatifs du secteur des TIC.

Dans le post suivant, je creuserai quelques unes des 27 pistes du "plan numérique" puis évoquerai ce dîner entre Eric Besson et une dizaine blogueurs auquel j'avais été convié le soir du 29 mai.

Cet article a été publié le 3 juin 2008 et édité en PDF le 23 mars 2024.
(cc) Olivier Ezratty – “Opinions Libres” – <https://www.oezratty.net>